

D'OÙ QU'ILS VIENNENT, INTERDISONS LES LICENCIEMENTS

Les 40 plus grosses entreprises françaises (celles du CAC 40) ont annoncé plus de 150 milliards d'euros de bénéfices pour 2023. Ce n'est plus une pluie, mais un déluge de fric qui arrose leurs actionnaires : plus de 60 milliards de dividendes, et 30 milliards de rachats d'actions qui gonflent d'autant la valeur de celles qui restent. Non seulement ces sommes indécentes contrastent avec les augmentations de salaire minables pour leurs salariés, mais elles n'empêchent pas les mêmes entreprises de licencier !

Des licenciés gavés de profits

Stellantis (fusion de PSA, Fiat et Chrysler), a réalisé 18,6 milliards de profits en 2023. Les menaces sur l'emploi s'accumulent pourtant dans plusieurs usines du groupe. La semaine dernière, c'était au tour de la CGT du site Stellantis d'Hordain (Nord) de tirer la sonnette d'alarme. Le transfert d'une partie de la production de véhicules utilitaires vers la Turquie, laisse planer la menace de la direction de se débarrasser de centaines d'emplois, voire du site à terme.

ExxonMobil annonce la même semaine la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois dans celui de Gravenchon (Seine-Maritime). Les délégués syndicaux de l'usine estiment à 3 000 le nombre total des emplois menacés, directement chez les sous-traitants ou indirectement dans d'autres entreprises. ExxonMobil a fait 36 milliards d'euros de bénéfices en 2023. Le trust pétrolier a racheté en octobre dernier son rival Pioneer pour la bagatelle de 56 milliards d'euros, sans emprunter le moindre centime ! Il a largement de quoi maintenir les salaires de tous les travailleurs menacés à Gravenchon et ailleurs.

Le gouvernement n'est pas en reste

Ces annonces interviennent alors même que le gouvernement engage une énième « réforme de » (traduire : « attaque contre ») l'assurance-chômage. Si le plan d'Attal va jusqu'au bout, la durée de l'indemnisation du chômage, qui était de

24 mois jusqu'à février dernier, passera à 12 mois à l'automne prochain. On n'ose pas imaginer ce que deviendra le montant des allocations, déjà diminué de 16 % à 50 % selon les cas l'an dernier.

Le ministre de la Fonction publique Guérini s'intéresse quant à lui au chômage pour y envoyer les fonctionnaires ! Il ment en prétendant que presque personne n'est licencié dans la fonction publique. En 2022, 235 fonctionnaires – et pas 13 – ont été licenciés pour motifs disciplinaires. Des milliers d'autres ont négocié une rupture conventionnelle, pas forcément par désamour du service public, mais plutôt des conditions dans lesquelles la hiérarchie impose de travailler ! Et c'est sans compter les fonctionnaires qui changent de poste ou démissionnent.

La meilleure garantie d'emploi dans le public a un coût pour les agents : des salaires plus faibles. L'Insee estime que ceux du privé ont augmenté deux fois plus vite – en vérité plutôt deux fois moins lentement – entre 2011 et 2021, du fait du gel des salaires dans la fonction publique.

Invertissons le règne de la peur

Alors si Guérini agite le prétendu « tabou du licenciement dans la fonction publique », c'est qu'il veut opposer les salariés du public et du privé. Nous, nous sommes pour interdire le licenciement partout ! Le « tabou » dont notre société est en train de crever, c'est celui des sacro-saints profits !

Tout cet argent serait bien mieux employé à maintenir les emplois et les salaires des travailleurs et des travailleuses dont les postes sont menacés. À embaucher les collègues qui manquent dans les ateliers, les services, les chantiers. À faire reculer ce chômage qui n'est pas une fatalité, mais l'arme de la bourgeoisie pour nous imposer sa loi.

Une telle lutte pour l'interdiction des licenciements suppose que, du public et du privé, nous fassions front ensemble. Si le gouvernement crache sur ses agents, c'est précisément pour jeter entre nous les ferments de la division. Car il sait, mieux que nous, qu'une fois unis nous serons invincibles.

Ping-pong et diversion

Le site de Pasteur a eu le plaisir de recevoir une table de ping-pong. Cela nous permet de nous préparer aux prochains JO !

Avant de nous mettre des équipements de sport, il faudrait peut-être réparer les monte-charges, qui fonctionnent mal, ou une fois sur deux, et qui nous pourrissent la vie.

Flemme de la flamme

Alors que La Poste se félicite d'avoir 140 postiers porteurs pour la flamme olympique et que nos camions sont affublés de douteuses mascottes, on ne sait toujours pas comment on va circuler dans Paris pendant les JO. La CI professionnelle suffira-t-elle ? Aura t-on besoin d'un QR code ? Pourra t-on seulement traverser la Seine le jour de la cérémonie d'ouverture ?

Ils nous promettent un grand divertissement populaire, ce sera surtout une fête sécuritaire.

À table

Philippe Wahl, PDG de La Poste, a pondu une nouvelle perle. Il nous promet pour 2025 que « la livraison des repas sera la première activité du facteur ».

Lui et ses copains veulent nous faire faire de l'aide à la personne ou du service à domicile, sous prétexte de baisse du courrier. Mais il y a bien assez de lettres et de recommandés pour nous occuper.

Il ne manquerait plus qu'on prive les usagers de dessert en cas de tournées à découvert !

Travaillez plus... pour gagner la même chose !

La filiale Mediaposte, qui distribue les imprimés publicitaires, va être réintégrée à La Poste. Cela signifie la généralisation de la distribution des publicités par les facteurs sur leur tournée. Encore de gros bénéfices en perspective pour La Poste, qui n'en est pas à sa première magouille du genre.

Nouvelle escalade au Moyen-Orient

Samedi 13 avril au soir, l'État iranien a lancé une attaque aérienne contre l'État d'Israël, en réponse à l'attaque israélienne du 1^{er} avril qui avait rasé le consulat iranien en Syrie et fait 16 morts.

Les armées française et britannique, qui ont gardé des bases dans la région comme au temps des colonies, l'aviation américaine et même la défense jordanienne se sont coalisées pour défendre l'État d'Israël et ont pu intercepter 99 % des drones et missiles iraniens.

Macron et Biden soutiennent l'État d'Israël, qui de son côté s'engage à jouer son rôle de gendarme au service de l'ordre impérialiste.

Quant au régime iranien, c'est une dictature religieuse réactionnaire, en guerre contre son propre peuple. Mais la question de la religion, si elle est un outil pour les deux camps, est secondaire. Ce qui se joue, ce

sont les accès aux marchés et aux matières premières. Les peuples de la région, tous autant qu'ils soient, en payent le prix du sang.

Le mega salaire de Tavares

Le PDG de Stellantis (PSA, Fiat et Chrysler) va toucher le pactole de 36,5 millions d'euros pour 2023, 42 millions avec les à-côtés. Il gagne plus en une journée qu'un salarié en un an !

Des sociétés de conseil ont suggéré aux actionnaires – qui se partagent la coquette somme de 7,7 milliards de dividendes – de voter contre ce salaire somptuaire, tellement indécent qu'il pourrait réveiller la colère des travailleurs...

Et pour cause ! Tandis que les actionnaires empochent des sommes ahurissantes et récompensent grassement le PDG, Stellantis licencie des milliers de salariés aux USA, en Italie et s'apprête à fermer l'usine de Hordain. Contre les actionnaires et leur serviteur Tavares, il faut que la colère explose !

Mayotte : nouvelle opération contre les migrants

Un an après le lancement de opération Wuambushu (« reprise », en mahorais) par Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur remet le couvert. Il vient d'annoncer une deuxième opération, baptisée cette fois « Mayotte place nette », destinée soi-disant à « la lutte contre l'immigration irrégulière et la délinquance ». Elle durera plusieurs semaines, jusqu'à la fin juin, mobilisant 1 700 policiers et gendarmes. En mer, un bateau devrait aussi être déployé dans le canal du Mozambique pour bloquer les flux migratoires depuis les Comores.

La première opération avait surtout consisté à détruire des bidonvilles et des cases et à procéder à 25 000 expulsions de personnes en situation irrégulière, dont certaines sont revenues depuis sur l'île. Ces persécutions, fortement médiatisées, n'améliorent en rien le sort de la population du département le plus pauvre du pays.

Réunion publique du NPA

Cures d'austérité contre les services publics, attaques sur les droits des chômeurs, taxes en tout genre (...auf sur les plus riches !) : le gouvernement mène sans relâche sa guerre sociale contre les travailleurs. Et si les prix sont toujours aussi hauts, nos salaires stagnent !

Pour les grands patrons, au contraire, tout baigne, à l'image Bernard Arnault et sa fortune de 200 milliards d'euros. Pour lutter contre cette offensive des capitalistes, nous aurons besoin d'un programme de lutte pour le monde du travail.

C'est ce programme que nous défendrons aux élections européennes, et que nous présenterons :

Vendredi 26 avril, à 19h
Café du Village

21 rue Albert Bayet, place d'Italie